

**Voies de recours contentieuses**

En application des articles L.731-1 et suivants du CESEDA, et depuis 1952, une juridiction administrative spécialisée, la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) relevant du Conseil d'Etat<sup>1</sup>, statue sur les recours contre les décisions de l'OFPPA. Lorsqu'elle statue en formation collégiale (majorité des cas), elle comporte un président, juge professionnel, un assesseur représentant du CA de l'OFPPA nommé par le vice-président du conseil d'Etat et un assesseur représentant du HCR. Le recours contre une décision de rejet de l'OFPPA a un caractère suspensif, sauf dans le cas des demandes d'asile examinées en procédure prioritaire.

**1- Sur la juridiction compétente en matière d'asile :**

**Scénario 1 : expérimentation du transfert du contentieux de l'asile à la juridiction administrative de droit commun**

Dans cette expérimentation, qui pourrait être menée dans une ou deux régions à forte demande d'asile, les recours contre les décisions de l'OFPPA ne relèveraient plus de la compétence de la CNDA mais de la juridiction administrative de droit commun, à savoir les tribunaux administratifs ou les cours administratives d'appel. Ce schéma existe dans plusieurs pays. Le juge administratif devrait statuer en plein contentieux sur ces recours. Il est en partie familier de ces problématiques puisqu'il statue sur les recours en matière d'éloignement, invoquant des risques en cas de retour sur le fondement de l'article 3 CEDH. Pour préserver le rôle du HCR, la possibilité d'une tierce intervention du HCR à l'instance, dans les cas où il l'estime approprié, serait introduite.

**Scénario 2 : maintien d'une juridiction spécialisée en matière d'asile, pouvant statuer à juge unique ou en formation collégiale**

Ce scénario réforme profondément l'architecture de la CNDA en considérant qu'elle peut statuer à juge unique ou en formation collégiale.

Sous-scénario 1 a) : la formation à juge unique peut statuer dans tous types d'affaires, en audience publique avec la possibilité soit d'annuler, soit de confirmer la décision de l'OFPPA, soit de renvoyer l'affaire en formation collégiale.

Sous-scénario 1 b) : seules les demandes d'asile relevant de la procédure prioritaire ou accélérée seraient jugées à juge unique, avec possibilité de renvoi à une formation collégiale ; les autres affaires relèveraient de la procédure collégiale.

**Scénario 3 : maintien de la CNDA dans son architecture actuelle**

**2- Sur le caractère suspensif du recours devant la CNDA :**

**Scénario 1 : généralisation du recours suspensif devant la CNDA**

Dans ce dispositif, tous les recours introduits devant la CNDA contre des décisions de rejet de l'OFPPA, y compris ceux pris au terme d'une procédure prioritaire, pourraient être suspensifs d'une mesure d'éloignement.

*Sous-scénario 1a) : tout recours devant le juge est par principe suspensif ;*

*Sous-scénario 1 b) : le juge unique statue selon une procédure conservatoire : il décide par une première décision sur le caractère suspensif du recours, avant de statuer au fond par une seconde décision.*

---

<sup>1</sup> Son rattachement administratif au Conseil d'Etat et non plus à l'OFPPA, date de 2008.

## **Scénario 2 : maintien du régime actuel**

Les demandeurs d'asile placés en procédure prioritaire et dont la demande a été rejetée par l'OFPRA ne disposent pas d'un recours suspensif devant la CNDA. Par conséquent, dès lors qu'une décision négative de l'OFPRA leur est notifiée, ces demandeurs sont susceptibles de faire l'objet d'une mesure d'éloignement. Ils ont la possibilité de faire un recours pleinement suspensif contre la mesure consécutive d'OQTF.

Il pourrait être envisagé, lorsque la CNDA a rejeté la demande d'asile et en cas de recours ultérieur devant le TA contre un OQTF et la fixation du pays de renvoi, de rendre inopérante devant ce tribunal la contestation de cette dernière décision au regard des risques encourus en cas de retour dans le pays d'origine (article 3 CEDH) : cette proposition présenterait l'avantage de la cohérence et de la simplification. Toutefois, le requérant pourrait toujours se prévaloir d'un changement de circonstances survenu dans le pays postérieurement à la décision de la CNDA.